Pays-Bas : cinq partis politiques en contradiction avec les règles de l'UE sur l'immigration

29/05/2010 à 15h37

D'après deux universitaires, les programmes de cinq partis néerlandais candidats aux élections législatives du 9 juin sont en contradiction avec les règles européennes sur l'immigration et l'intégration. La question de l'islam, et plus généralement du rapport de la société néerlandaise avec les étrangers, est au cœur de la vie publique depuis plusieurs années aux Pays-Bas.



Trois partis importants sont concernés. A savoir le Parti de la liberté (PVV) du député populiste Geert Wilders, le parti libéral VVD, annoncé comme le possible vainqueur du scrutin, et le parti populiste de gauche Socialistische Partij (SP). Ce dernier plaide, par exemple, pour la réintroduction du permis de travail pour les travailleurs d'Europe de l'Est, ce qui enfreindrait les règles sur la libre-circulation.

Le PVV de Geert Wilders entend fixer un quota maximal de 1 000 demandeurs d'asile admis annuellement dans le pays. C'est également contraire aux dispositions européennes. Le VVD prône, de son côté, la suppression du titre de séjour accordé aux étrangers s'ils ne réussissent pas un examen de langue

néerlandaise. Un projet contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.

Le VVD entend également durcir les conditions de la naturalisation – 23 000 dossiers en 2009. Tout demandeur devrait avoir pourvu seul à ses besoins pendant cinq ans ou démontrer son aptitude à s'insérer rapidement sur le marché du travail. Avoir été en séjour illégal (ce qui deviendrait un délit) ou avoir commis un délit grave empêcherait tout accès à la nationalité.

Le Monde